

Du « rapport Obin » aux attentats de 2015

Le 7 janvier 2015, l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo bouleverse l'opinion française. Le jour même, comme pour les attentats de New York et Washington en 2001 et ceux de Madrid en 2003, le Gouvernement demande aux écoles, aux collèges et aux lycées d'organiser le lendemain une minute de silence rassemblant personnels et élèves. Les médias se font rapidement l'écho de nombreux incidents provoqués par des élèves (refus, chahuts, injures et menaces à l'encontre d'enseignants, expression d'une solidarité avec les tueurs plutôt qu'avec les victimes, etc.), ainsi que du recul de certains professeurs devant le risque de contestation, voire de l'absence dans certains établissements de toute manifestation de recueillement. Soumis à la pression des médias, le ministère concède dans un premier temps soixante-dix incidents puis réévalue ce chiffre à plusieurs centaines. Suivies de nombreux reportages, ces informations dévoilent alors à une opinion médusée la radicalisation politico-religieuse d'un bon nombre d'élèves, ainsi que la perméabilité de beaucoup aux récits conspirationnistes circulant sur la Toile.

C'est dans ce contexte qu'un rapport de l'inspection générale de 2004, enterré par les ministres de l'époque, est exhumé. D'abord par des journalistes, puis le 15 janvier par la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, qui estime lors d'une interview sur RTL, que « *Le rapport Obin de 2004 avait tiré la sonnette d'alarme* ». Quelques jours plus tard, le Premier ministre, lors de sa conférence de presse sur la sécurité, répond à un journaliste : « *Ce rapport d'un inspecteur général de l'Education nationale (...) [faisait état en 2004] de gestes et de comportements qui ressemblent beaucoup à ceux que nous venons de connaître dans un certain nombre de nos écoles.* » Le rapporteur est alors invité à plusieurs émissions de radio et de télévision, répond à des interviews de la presse écrite et est sollicité pour une audition devant la commission sénatoriale qui s'est saisie du sujet.¹

Le rapport de l'inspection générale

En 2002, un ouvrage collectif, *Les Territoires perdus de la République*,² inaugure une série de publications qui alertent l'opinion sur la multiplication des incidents à caractère raciste, antisémite et sexiste altérant le climat de certains établissements scolaires. Plusieurs rapports officiels en particulier abordent cette question.³ C'est dans ce cadre qu'il faut situer le rapport de l'inspection générale de l'Education nationale sur *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*⁴.

Entre novembre 2003 et février 2004, une dizaine d'inspecteurs généraux se rendent dans une soixantaine d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'y observer « tout ce qui manifeste publiquement une appartenance religieuse de la part d'élèves, de personnels ou de familles », que ces comportements soient autorisés, interdits ou plus difficiles à caractériser. Les collèges et les lycées visités se veulent représentatifs des établissements recrutant leurs élèves dans des quartiers dont la ghettoïsation sociale et ethnique est largement développée.

Le rapport s'attache d'abord à cerner les évolutions de ces quartiers et les liens qui s'y développent entre la vie sociale, notamment dans sa composante religieuse, l'action des élus et la vie scolaire. Il décrit ensuite le fonctionnement interne des établissements et les principales manifestations d'appartenance religieuse qui peuvent l'affecter : les signes et tenues vestimentaires, les prescriptions alimentaires, la contestation de l'organisation laïque du temps. Ces manifestations peuvent se traduire par des dérives préoccupantes comme le prosélytisme, le refus de la mixité et la violence à l'égard des filles, le développement de l'antisémitisme et du racisme ainsi que des manifestations politico-religieuses. Le rapport examine ensuite les contestations religieuses de l'enseignement et de la pédagogie. L'éducation physique et sportive, l'Histoire et les sciences de la vie et de la Terre sont les

1 Rapport du Sénat n° 590, 2015

2 Editions Mille et une nuits 2002

3 Rapports de François Baroin, de Jean-Louis Debré et de Bernard Stasi publiés en 2003 et 2004

4 www.education.gouv.fr/syst/igen/rapports.htm Ce rapport a également été publié dans *L'école face à l'obscurantisme religieux*, Max Milo 2006, assorti des commentaires d'une vingtaine de personnalités

disciplines les plus affectées par des perturbations qui touchent également les sorties, les visites et les voyages scolaires. L'étude souligne enfin, face à des attaques qui semblent trop convergentes pour être toutes spontanées, le désarroi de beaucoup de professeurs, les défauts de certaines de leurs réactions et le peu de soutien qu'ils reçoivent de l'institution, ainsi que le manque d'information de la plupart des cadres et des responsables sur ce qui se passe dans les classes.

S'appuyant notamment sur des exemples probants d'actions conduites par des chefs d'établissement et des équipes enseignantes, le rapport se conclut par la nécessité de définir une réponse générale des pouvoirs publics face à des évolutions qui, si elles sont loin de toucher l'intégralité des quartiers et des établissements, n'en sont pas moins inquiétantes car répandues sur l'ensemble du territoire. Dans ce cadre, trois orientations s'adressent plus particulièrement à l'Education nationale : s'attacher à préserver et à développer la mixité sociale dans les établissements, former et aider les personnels à répondre aux contestations politico-religieuses de leur enseignement, enfin piloter plus fermement à tous les niveaux, ce qui implique une meilleure information, un effort de formation de l'ensemble des personnels et une mobilisation de l'encadrement.

La politique de l'éteignoir de l'Education nationale

Commandé à la rentrée scolaire 2003-2004 par Luc Ferry et Xavier Darcos, alors respectivement ministre de l'Education nationale et ministre délégué à l'Enseignement scolaire, le rapport de l'inspection générale est remis en juin 2004 par Jean-Pierre Obin, son rédacteur, à François Fillon, devenu entre-temps ministre. Malgré son objet, singulièrement d'actualité quelques mois après les travaux de la commission Stasi et quelques semaines après le vote massif, par les deux assemblées, de la loi du 15 mars 2004 sur l'application du principe de laïcité à l'école, le ministre décide de ne pas le rendre public. Il faudra attendre près d'un an pour que soient entendues les interpellations de journalistes et les demandes de syndicats enseignants et d'associations laïques, qui possèdent le texte du rapport depuis plusieurs mois : en mars 2005, peu après sa publication sur le site Internet de la Ligue de l'enseignement, le rapport est discrètement placé sur celui du ministère.

Mais c'est là le service minimum : aucune communication n'est ensuite adressée aux recteurs et inspecteurs d'académie, aucune réflexion n'est organisée sur les questions posées, et aucune instruction n'est donnée sur les moyens d'affirmer et de faire vivre le principe de laïcité à l'école. On aurait pu imaginer des suites plus fécondes : des consignes de vigilance aux responsables des académies, un plan de formation pour les cadres et les enseignants, l'organisation de temps de réflexion dans les établissements ; bref une ligne de conduite et un programme visant à remédier aux nombreuses défaillances mises en lumière.

Néanmoins le rapport circule dans l'institution. Son principal rédacteur est convié à le présenter lors de sessions de formation organisées par certaines académies et à l'Ecole supérieure de l'éducation nationale. La conférence des directeurs des instituts universitaires de formation des maîtres l'invite et conclut à la nécessité d'aborder les questions soulevées dans la formation initiale et continue des enseignants. Mais ces initiatives restent ponctuelles. Car pour agir encore faut-il avoir de la lucidité et du courage. Ainsi, Gilles de Robien (alors nouveau ministre de l'Education nationale) répond en novembre 2005 à une délégation de la LICRA conduite par son président, que la promulgation de la loi du 15 mars 2004 a rendu « caduc » le rapport de l'inspection générale ; alors même que la question du voile est présentée dans ce rapport comme « l'arbre qui cache la forêt » des détériorations de la vie scolaire et de la contestation de certains enseignements.

Il a fallu les funestes journées de janvier 2015 pour que, placé sous les feux de l'actualité, on redécouvre un rapport qui semblait n'avoir rien perdu de sa pertinence : « On pourrait le croire rédigé aujourd'hui même » affirme ainsi David Pujadas le 9 janvier 2015, au journal de 20 heures de France 2, au lendemain de la minute de silence entachée de nombreux incidents.

En dehors de l'institution : un révélateur des projets de société

En dehors de l'institution scolaire, les réactions au rapport de l'inspection générale sont nombreuses. Sa diffusion différée a pour conséquence un étalement des analyses et des commentaires sur une longue période. Dès sa remise au cabinet du François Fillon, en juin 2004, une agence de presse et des quotidiens politiques nationaux se font l'écho de son contenu. En 2005, à l'occasion de centenaire de

la loi de 1905, la revue *Hommes & migrations* publie un article de deux des rédacteurs du rapport⁵, et un ouvrage fait de contributions de chercheurs et d'intellectuels, lui est entièrement consacré⁶. Un homme politique, Philippe de Villiers, l'instrumentalise largement dans un virulent pamphlet antimusulman⁷. Fin 2006, un historien, Jean Baubérot lui dédie deux longues et violentes attaques⁸, s'appuyant au demeurant sur une citation falsifiée du rapport ! En 2007, un ouvrage d'Alain Finkelkraut constitué à partir de scripts de son émission de France Culture, *Répliques*, transcrit le débat qui a opposé l'auteur du rapport à un historien du colonialisme⁹. Ce ne sont là que quelques exemples, mais qui donnent une idée de la diversité des réactions auxquels le rapport donne lieu dans les années qui suivent sa rédaction. Depuis, les analyses et commentaires n'ont pas cessé. Ainsi, la *New York review of Books* du 5 mars 2015 consacre un long développement à présenter et commenter « the Obin report ». Sur Internet, on dénombre aujourd'hui environ 30 000 références en français et quelques centaines en langues étrangères.

Certes, les sujets abordés, l'école, l'immigration, la place de la religion dans une société sécularisée, sont socialement sensibles et politiquement importants. Mais ils n'expliquent pas à eux seuls les anathèmes, les dénaturations et les instrumentalisation dont ce texte, qui n'avait au départ qu'une simple vocation d'alerte interne au ministre de l'Éducation nationale, a parfois fait l'objet. Sans doute a-t-il été aussi un révélateur des projets de société latents ou implicites de certains groupes, ou une occasion pour d'autres de les affirmer. Le rapport est pourtant sans ambiguïté et d'une tonalité explicitement intégrationniste. Annette Coulon fait notamment cette analyse en s'appuyant sur plusieurs passages représentatifs de cette orientation.¹⁰ L'accusation d'une complaisance vis-à-vis d'une xénophobie antimusulmane ne peut non plus être raisonnablement soutenue, car comme l'écrit le rapporteur, si la plupart des contestataires se réclament de la religion musulmane, « *aucun soupçon d'une quelconque « islamophobie » ne peut être opposé à un constat qui s'explique fort bien par ses composantes objectives bien connues : l'arrivée récente par immigration des populations musulmanes ; l'exclusion sociale dont une large part est victime du fait du racisme et de la ségrégation devant l'habitat, les loisirs et l'emploi ; la recherche identitaire des jeunes générations ; la vigueur prosélyte de certains courants religieux ; le poids des événements internationaux.* »

La plupart des groupes politiques, syndicaux ou associatifs qui relaient ou diffusent le rapport sont sensibles à ces orientations. On peut citer parmi d'autres le Parti socialiste (réunion publique à la mairie du 20^{ème} arrondissement de Paris en février 2006 à l'initiative de Michel Charzat, alors député-maire, réunion du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale en décembre 2006), le courant néo-communiste animé par Jean-Pierre Brard, alors député-maire de Montreuil (réunion à l'Assemblée nationale en novembre 2006), le Grand Orient de France (réunion en janvier 2007), l'UNSA et la Maison des enseignants (émanation du SNES et de la FSU) qui tous diffusent en ligne le rapport en 2005, de même que la LICRA. C'est là un aspect mineur, mais qui distingue le courant intégrationniste de ses rivaux et détracteurs : il diffuse *in extenso* le rapport et en accepte une lecture globale, liant les observations aux analyses et aux conclusions, plutôt que d'en publier des « morceaux choisis » à des fins partisans et parfois manipulatoires. Il faut placer ici également des intellectuels de culture juive comme Barbara Lefebvre ou Dominique Schnapper, de culture musulmane comme Ghaleb Bencheikh et Fethi Benslama, un courant du protestantisme laïque et républicain auquel appartient par exemple Jeanne-Hélène Kaltenbach¹¹, ainsi que des responsables catholiques comme en témoigne l'article consacré au rapport dans la revue de l'enseignement catholique¹².

Onze ans après

Plus de dix années se sont écoulées depuis les observations des inspecteurs généraux. Si les comportements de certains élèves peuvent paraître inchangés, le contexte social et politique a quant à

5 Jean-Pierre Obin et Jean-Paul Delahaye « Faut-il changer la laïcité ? », *Hommes & migrations* n°1258, 2005

6 *L'école face à l'obscurantisme religieux*, op. cit.

7 Philippe de Villiers, *Les Mosquées de Roissy*, Albin Michel 2006

8 <http://jaenbauberotlaicite.blogspot.com>, notes des 21 et 28 octobre 2006

9 Alain Finkelkraut, *Qu'est-ce que la France ?*, Stock 2007

10 Annette Coulon, « Le rapport Obin, la droite et l'extrême droite », in *L'école face à l'obscurantisme religieux*, op.cit.

11 Ces cinq derniers auteurs apportent chacun une contribution à cet ouvrage collectif

12 Sylvie Horguelin, « Laïcité et revendications religieuses », *Enseignement catholique actualités* n°296, 2005

lui sensiblement évolué. En France, l'emprise du fondamentalisme religieux sur une partie des populations issues de l'immigration maghrébine et sahélienne ne s'est pas démenti, favorisé par la progression de la ghettoïsation ethnique et sociale d'un nombre accru de quartiers. Ce repli identitaire, jugé subalterne par rapport aux questions socioéconomiques par la classe politique traditionnelle, a fait le lit d'une formation politique « nouvelle » qui bâtit son fond de commerce sur le recyclage du vieux racisme anti-arabe en un rejet de l'islam et des musulmans, et qui rassemble désormais aux élections une forte minorité de Français, dont une majorité des classes populaires non issues de l'immigration musulmane.

Surtout, le contexte géopolitique a été bouleversé : la France est désormais en guerre, en Afrique, au Proche Orient et sur son propre territoire où des soldats en armes protègent dorénavant les écoles juives, ainsi que des synagogues, des églises et des mosquées. L'ennemi, partout le même, est désormais clairement désigné : ce n'est plus un « terrorisme » indifférencié, mais bien « l'islamisme » ou même « l'islamo fascisme » selon les termes du Premier ministre. Lorsqu'en 2004 l'inspection générale rapporta l'anecdote d'un car de ramassage scolaire d'un collège d'une sous-préfecture rurale arrivant devant l'établissement en acclamant Ben Laden, les quolibets ne manquèrent pas de la part des adeptes iréniques du politiquement correct : « Une plaisanterie de collégiens, une provocation d'adolescents... » Dix ans plus tard, un millier de jeunes Français, beaucoup encore scolarisés, sont partis combattre en Syrie, la plupart dans les rangs d'une organisation aux yeux de laquelle Al Qaïda apparaît trop modérée ; plus d'une centaine y ont laissé la vie. Dans le seul bourg de Lunel (peu éloigné de la sous-préfecture en question), plus de 20 lycéens et collégiens sont partis faire la guerre et près d'une dizaine y ont sans doute déjà péri. La « radicalisation », terme inconnu à l'époque, fait aujourd'hui l'objet d'études universitaires, de dispositifs de prévention et de cellules dédiées à son traitement. En 2004, qui aurait osé imaginer une telle évolution ?

L'irénisme n'a pas disparu, en particulier de l'université, mais il est devenu dans la société politiquement marginal. Le temps est donc peut-être venu de partager, de manière froide, quelques leçons de ces événements.

Quatre leçons sur une partie de la jeunesse

Une partie de la jeunesse française fait sécession

Il ne s'agit pas là d'un simple divorce de la République, du rejet de ses valeurs et de ses règles ; mais d'une séparation plus fondamentale de la Nation française, d'un refus de se reconnaître Français, voire d'une « haine de la France » comme le pense Dominique Schnapper : « *Pourquoi, écrit-elle, de jeunes Français - les uns issus de familles traditionnelles musulmanes et les autres convertis - nourrissent-ils à l'égard des institutions qui les ont protégés et des valeurs démocratiques une détestation radicale et une capacité de violence, que les islamistes mondiaux savent manipuler à leur profit ? On le savait depuis des années : la haine des juifs, mais aussi la haine de la France, s'est développée dans certains quartiers dits « sensibles ». Les enquêtes sociologiques, les travailleurs sociaux, souvent d'origine musulmane, les enseignants dans les collèges en témoignaient. Une violence « aveugle », ou « pure », s'attaquait aux institutions immédiates, écoles, bibliothèques ou cabinets médicaux. Les enfants juifs quittent l'enseignement public où ils ne se sentent plus en sécurité.* »¹³ Bien sûr, le terreau social des quartiers de relégation explique en partie cette radicalisation, comme l'expose dans sa première partie le rapport de 2004. Mais il n'explique pas tout : les terroristes du 11 septembre n'étaient pas issus du lumpenprolétariat.

Les attentats du 13 novembre 2015, à Paris et Saint-Denis, semblent avoir sensiblement fait bouger les lignes. En s'attaquant indistinctement à la jeunesse dans ses lieux de communion sociale les plus ordinaires (stade, salle de concert, cafés), les terroristes ont joué contre leur camp. Nombre de témoignages décrivent la fraternité consensuelle qui a présidé aux moments de recueillement du 16 novembre, notamment ces élèves de toutes origines demandant à chanter ou prenant l'initiative d'entonner l'hymne national. Seules quelques dizaines d'adolescents, filles et garçons, ont refusé d'entrer dans ce consensus en revendiquant leur proximité politique et idéologique avec les djihadistes, souvent en proclamant leur volonté de s'inscrire dans leur trajectoire sanglante. Ces

13 D. Schnapper, « Les ressorts de la haine », *Le Un* 21 janvier 2015

moments de recueillement ont ainsi été l'occasion de repérer, de signaler et désormais de « traiter » des élèves dont on ne soupçonnait pas toujours, jusque-là, la radicalisation et la dangerosité.

Les causes de ce séparatisme ne sont pas seulement sociales, elles sont aussi culturelles

Le sociologue Farhad Khosrokhavar a mené de nombreuses enquêtes en France et en Europe auprès de jeunes djihadistes et de leurs familles. Il distingue chez eux deux modèles de radicalisation. A un premier, qui va de Khaled Kelkal en 1995 aux tueurs de janvier 2015 (de jeunes hommes d'origine musulmane, issus de quartiers ghettos, en rupture familiale et désocialisés, passés par la délinquance et parfois la prison) s'ajoute maintenant un second modèle, composé de personnes plus jeunes, des adolescents, avec une forte proportion de filles et de convertis, issues des classes moyennes.¹⁴ La composante proprement religieuse et culturelle de la radicalisation d'une partie de la jeunesse française (et occidentale selon les études de Khosrokhavar) ne peut donc être évacuée. Ce sont les meilleurs connaisseurs de la civilisation et du monde musulmans qu'il nous faut alors écouter. Abdelwahab Meddeb d'abord, poète et anthropologue, met en cause « l'intégrisme diffus » de trop de ses coreligionnaires : « *L'intégrisme diffus, note-t-il, c'est lorsque les membres d'une société se mettent à appliquer les prescriptions des militants sans y avoir été contraints. Ces membres sont des gens paisibles qui ne cherchent qu'à vivre dans un minimum de confort, de décence, de reconnaissance. Bref, ils ne sont pas prêts à sacrifier leurs acquis pour entrer dans une perspective héroïque. Mais ils partagent les mêmes valeurs que les intégristes militants. Ceux-ci ne font que passer à l'acte lorsqu'ils procèdent au massacre de touristes à Louxor ou à Bali, ou à la destruction, des tours peuplées de New York. Tel est le drame des réformistes de l'islam : ils n'arrivent pas à se distinguer d'une manière tranchée du discours intégriste qui a déjà contaminé la société.* »¹⁵ Abdennour Bidar ensuite, philosophe, qui lui a succédé comme responsable de l'émission *Cultures d'Islam* sur France Culture, relève la responsabilité du monde musulman dans son ensemble : « *Cher monde musulman, écrit-il, que dis-tu face à ce monstre [Daesh] ? Tu cries : « Ce n'est pas moi ! », « Ce n'est pas l'islam ! » Tu refuses que les crimes de ce monstre soient commis en ton nom. Tu t'insurges que le monstre usurpe ton identité, et bien sûr tu as raison de le faire. Il est indispensable qu'à la face du monde tu proclames ainsi, haut et fort, que l'islam dénonce la barbarie. Mais c'est tout à fait insuffisant ! Car tu te réfugies dans le réflexe de l'autodéfense sans assumer aussi et surtout la responsabilité de l'autocritique (...) D'où viennent les crimes de ce soi-disant « Etat islamique » ? Je vais te le dire, mon ami. Et cela ne va pas te faire plaisir, mais c'est mon devoir de philosophe. Les racines de ce mal qui te vole aujourd'hui ton visage sont en toi-même, le monstre est sorti de ton propre ventre - et il en surgira autant d'autres monstres pires encore que celui-ci que tu tarderas à admettre ta maladie, pour attaquer enfin cette racine du mal ! »¹⁶*

Ces jeunes ne sont pas les acteurs d'un « retour de la religion » mais, à l'inverse, les jouets d'une mondialisation de la « sortie de la religion »

C'est la thèse - convaincante - de Marcel Gauchet : « *La sortie de la religion, écrit-il, a cessé d'être un phénomène occidental pour devenir un phénomène mondial. À cause de la mondialisation, tout simplement, qui va bien au-delà de l'économie. Elle ne se réduit pas aux circuits financiers : elle consiste dans l'appropriation généralisée, par l'ensemble des sociétés de la planète - à des degrés inégaux, évidemment - des outils intellectuels et matériels fabriqués par l'Occident à la faveur du processus de la sortie de la religion (...) Le cadre qui est le nôtre s'impose à l'ensemble des sociétés de la planète, y compris à des traditions spirituelles et à des civilisations religieuses qui n'avaient pas nécessairement dans le noyau de leur identité primordiale les éléments prédisposant à ce processus. Nous imposons de fait, involontairement, la sortie de la religion, de l'extérieur, à des sociétés qui ne l'auraient pas développée de l'intérieur. Ce qui produit des secousses profondes, parentes, mais forcément différentes de celles qui ont surgi chez nous, où le processus était endogène et s'est étalé sur plus de cinq siècles.* »¹⁷ Ainsi – ce qui constitue une source d'optimisme sur le long terme - les fondamentalistes sont culturellement sur la défensive et stratégiquement en position de faiblesse, sans

¹⁴ Conférence devant les enseignants de l'académie de Créteil le 20 mai 2015 <http://www.projetaladin.org/>

¹⁵ A. Meddeb, *Face à l'islam*, Textuel 2003

¹⁶ A. Bidar, « Lettre ouverte au monde musulman », <http://www.legrandsoir.info/lettre-ouverte-au-monde-musulman.htm>

¹⁷ M. Gauchet, « Retour ou sortie du religieux ? », *Philosophie magazine* HS n° 25, 2015

autre projet que de reconstruire en plein XXI^e siècle la Cité mythique du Prophète, et confrontés selon Olivier Roy à des contradictions internes insurmontables entre dévotion à la tradition et inscription dans la modernité (la place contradictoire des images dans le dogme et dans la propagande islamiste en fournit un bon exemple).¹⁸

Une partie de la jeunesse perd la raison en adhérant aux thèses complotistes

Nous sommes aujourd'hui les témoins, dans les collèges et les lycées, du développement d'une véritable pathologie de l'entendement chez beaucoup de nos élèves : selon plusieurs études qui ont alarmé la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, un quart des collégiens (et par ailleurs un cinquième des jeunes de 18 à 24 ans) croit en la véracité des récits conspirationnistes qui circulent à propos des attentats de janvier 2015. « On nous ment ! On nous cache la vérité ! » Le pronom indéfini embrasse la classe politique, les médias et bien entendu les enseignants qui constatent, stupéfaits, comment leurs efforts pour développer l'esprit critique de leurs élèves sont utilisés et détournés au profit d'un nouvel obscurantisme, alimenté sur la Toile par des sites où la paranoïa semble être la norme.

Que se passe-t-il ? Rien de vraiment nouveau semble-t-il, hormis la puissance donnée à la propagande par Internet et les réseaux sociaux. Car selon Hannah Arendt le complotisme était déjà l'un des ressorts de la propagande totalitaire : « *L'efficacité de ce genre de propagande, écrit-elle, met en lumière l'une des principales caractéristiques des masses modernes. Elles ne croient à rien de visible, à la réalité de leur propre expérience ; elles ne font confiance ni à leurs yeux ni à leurs oreilles, mais à leur seule imagination, qui se laisse séduire par tout ce qui est à la fois universel et cohérent en soi. Les masses (...) sont prédisposées à toutes les idéologies parce que celles-ci expliquent les faits comme étant de simples exemples de lois et éliminent les coïncidences en inventant un pouvoir suprême et universel qui est censé être à l'origine de tous les accidents. La propagande totalitaire fleurit dans cette fuite de la réalité vers la fiction, de la coïncidence vers la cohérence.* »¹⁹ La réalité d'aujourd'hui est en effet brutale, inquiétante, difficile à saisir dans sa complexité, aux antipodes des mondes enchantés de la littérature enfantine et des jeux vidéos. La rumeur fournit une fiction simple et facile à colporter, centrée autour d'un complot universel, dans lequel les services secrets (le Mossad en particulier : toujours les juifs !) tirent les ficelles avec la complicité évidente d'une classe politique et de médias infiltrés. L'étude de Pierre-André Taguieff sur l'histoire des *Protocoles des sages de Sion*²⁰ ne rend pas forcément optimiste : tous les travaux d'historiens qui ont démonté la fabrication de ce texte antisémite ne sont pas parvenus à éteindre la rumeur ni à contrarier le succès d'un texte qui se vend toujours très bien dans le monde arabo-musulman.

Actualité du rapport de l'inspection générale ?

Si, à l'occasion des attentats de janvier 2015, le comportement d'une partie de la jeunesse scolarisée a pu faire penser que rien n'avait changé depuis 2004, l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer nous incite à relativiser l'actualité du rapport de l'inspection générale de l'époque. Certes, les contestations de l'ordre scolaire, qu'il s'agisse de certains enseignements ou de règles de la vie scolaire, ne se sont pas atténuées et prennent des formes assez proches de ce qui avait été observé en 2004. Mais l'analyse qui en était faite alors et les propositions qui concluaient le rapport apparaissent de nos jours un peu décalées par rapport à un contexte national et mondial transformé. Ainsi, on apparaîtrait bien hypocrite aujourd'hui à traiter sur le même pied les entorses à la laïcité de quelques élèves ou familles juives ou évangéliques, et l'éloge du terrorisme auquel se sont livrés récemment des élèves musulmans, parfois soutenus ou encouragés par leurs parents. Il faudrait être bien naïf aussi pour prétendre que l'école est en première ligne dans la lutte contre l'obscurantisme, ou encore que la question sociale explique à elle seule les replis identitaires. La plupart des analystes sérieux – à l'instar de Marcel Gauchet – pensent que nous ne sommes aujourd'hui qu'au début de vastes affrontements qui vont embraser durablement – qui embrasent déjà ! – une partie de la planète. Les populations musulmanes, elles-mêmes en première ligne, ont déjà payé un lourd tribut au terrorisme comme aux

¹⁸ O. Roy, *La laïcité face à l'islam*, Fayard 2013

¹⁹ H. Arendt, *Le système totalitaire*, Points Essais, pp. 107-108

²⁰ P-A. Taguieff, *Les protocoles des sages de Sion*, Fayard 2004

méthodes parfois expéditives des régimes qui le combattent. Quant aux pays occidentaux, leurs musulmans y sont enjoins de prendre parti, de « choisir leur camp », y compris en retirant leurs enfants des écoles publiques et en tuant des enseignants.²¹

A long terme, la seule issue possible de ces affrontements réside dans la sécularisation inéluctable du monde arabo-musulman, dont le nationalisme arabe, puis après son échec les « printemps arabes » ont été les premières manifestations. Cette mutation ne se fera pas en un jour, ni même en une décennie, peut-être pas en un siècle. Mais ce pessimisme du court terme peut être équilibré par un optimisme du long terme. Comme aime à le dire Marcel Gauchet : « *Ils veulent la science et la technique sans la démocratie, ils auront la science et la technique et la démocratie !* », soulignant par là que l'usage de la raison ne se divise pas, et que pour gouverner, on est finalement contraint de trancher entre la loi de Dieu et celle des hommes, tant leurs principes de légitimité sont inconciliables.

La France, de par son héritage colonial et son statut de puissance diplomatique et militaire, de par aussi la sécularisation poussée de sa société et la laïcité de sa République, est singulièrement engagée et exposée dans ces affrontements militaires et idéologiques. Sa population d'origine musulmane – en particulier la jeunesse – est donc particulièrement soumise aux tensions nées de sollicitations contraires, tant d'engagement militaire qu'idéologique.

Si l'École a un rôle à jouer, ce n'est évidemment pas sur le premier volet – sécuritaire – qu'on l'attend, bien qu'on doive prévoir de protéger le mieux possible les élèves et les établissements ; mais bien sur le second. Car il existe un moyen plus pacifique de participer à la sécularisation du monde musulman : c'est de travailler activement à celle des populations musulmanes de France, notamment par la socialisation des enfants dans une mixité scolaire ethnique et sociale, ainsi que par une éducation strictement laïque.

Jean-Pierre Obin et Alain Seksig

²¹ « La France à genoux », *Dar al-Islam*, revue en français de Daech, n°7, novembre 2015